

## A Saint-Claude, dans le Jura, un premier hiver sans la maternité

« Quand l'Etat s'en va » 2/5. La maternité de Saint-Claude, dans le Jura, a fermé en avril 2018, à cause de la désaffection des patients et les difficultés de recrutement.

Par François Béguin • Publié aujourd'hui à 06h36, mis à jour à 13h02

Article réservé aux abonnés



Sur la route entre le centre hospitalier de Saint-Claude et celui de Lons-le-Saunier (Jura), distants de 60 km, le 30 janvier. RAPHAEL HELLE / SIGNATURES POUR

*[Alors que, à l'écart des grandes métropoles, monte chez les Français un sentiment d'abandon fortement mis en avant dans le cadre du grand débat, Le Monde propose une série sur ces lieux qui souffrent de la fermeture des services publics, transports, écoles, perceptions ou hôpitaux.]*

La neige est tombée drue la nuit précédente sur le Haut-Jura. Installée dans un café à l'entrée de Saint-Claude, Doriane Gardel, 37 ans, le ventre arrondi par cinq mois de grossesse, fait défiler sur l'écran de son portable les photos de la petite route en lacets sur laquelle elle a dû rouler « *au pas* » quelques heures plus tôt pour se rendre au travail.

A cause du vent qui a « *soufflé* » la neige sur la chaussée, les quelques kilomètres qui séparent Septmoncel – la commune de 700 habitants où elle vit – de Saint-Claude lui ont pris cinquante

minutes, soit plus du double du temps habituel. Si elle avait dû ensuite rejoindre la maternité d'Oyonnax (Ain), où elle doit accoucher début juin, cela lui aurait demandé dans ces conditions une heure de plus.

Elle a beau savoir que les routes seront dégagées le jour « J », au printemps, elle n'est pas sereine depuis la fermeture, en avril 2018, de la maternité de l'hôpital Louis-Jaillon, à Saint-Claude. C'est là qu'elle est née en 1981 et c'est là qu'elle a eu son premier enfant en 2014. « *J'en ai eu des contractions de stress, je n'arrêtais pas de penser que je pouvais accoucher au bord de la route, explique-t-elle. Après l'annonce de la fermeture, je me suis même posé la question d'un deuxième enfant. Je me suis demandé jusqu'à quand je pouvais le concevoir pour être sûre qu'il n'arrive pas en hiver.* »

Ce raisonnement, Doriane Gardel n'est pas la seule à le faire dans cette région vallonnée, où les temps de transport (quarante minutes de route pour Oyonnax), peuvent très vite s'allonger l'hiver. « *On avait convenu avec mon mari que si je n'étais pas tombée enceinte en novembre-décembre, on arrêtrait tout* », assure Estelle Villaldea Martin, 39 ans, qui vit dans un petit village à côté de Saint-Laurent-Grand-Vaux, à quarante-cinq minutes de la maternité de Lons-le-Saunier, « *quand les routes sont bonnes* ». Le terme de sa sixième grossesse est prévu en juillet. « *Partir à la maternité sur une route enneigée, ce serait un stress énorme* », dit-elle.



A Lavans-lès-Saint-Claude (Jura), au 9ème des 60 km qui séparent le centre hospitalier Louis Jallon de saint-Claude de celui de Lons-le-Saunier, le 30 janvier. RAPHAEL HELLE / SIGNATURES POUR "LE MONDE"

### « Mépris » du gouvernement

Dans cette région enclavée du Jura, où l'on vit de l'industrie, du tourisme et de la proximité avec la Suisse, la décision prise à l'été 2018 par l'agence régionale de santé (ARS) de fermer la maternité, la pédiatrie et la chirurgie conventionnelle (nécessitant une hospitalisation) pour des raisons de sécurité ne passe toujours pas.

« *Au ministère de la santé, à Paris, ils ont une réflexion d'urbain, ils n'arrivent pas à se rendre compte de*

*ce que c'est ici après une chute de neige, avec l'hélicoptère qui ne peut pas venir à cause de la tempête, c'est cette France qu'on oublie », lance Jean-Louis Millet, le maire (divers droite) de Saint-Claude, en conduisant sa voiture sur le plateau enneigé des Rousses, au milieu des forêts et des pistes de ski de fond, quasi désertes à cette saison.*

Depuis deux ans, l' élu ne ménage pas sa peine pour empêcher la fermeture de l'établissement où 342 enfants étaient nés en 2016. Trois recours ont été déposés devant la justice administrative. « *J'en suis à quatre-vingts courriers à Buzyn, Hulot, Schiappa, Le Maire... Pas un ne m'a répondu sur le fond* », déplore M. Millet.

Pour protester contre ce « *mépris* » du gouvernement, il a décidé de boycotter le grand débat national. Une « *mascarade* », selon lui. Au second tour de l'élection présidentielle, en 2017, M. Millet, qui se présente comme un « *villériste de la première heure* », avait publiquement demandé : « *Faut-il voter [Marine] Le Pen pour sauver l'hôpital ?* », après avoir constaté qu'en réponse à ses courriers, seule la candidate du Front national s'était prononcée en faveur du maintien de la maternité.



Sur la départementale D740 (Jura), au 31e des 60 km qui séparent le centre hospitalier Louis Jallon de Saint-Claude de celui de Lons-le-Saunier (Jura), le 30 janvier. RAPHAEL HELLE / SIGNATURES POUR "LE MONDE"

### **« Ras-le-bol de cette médecine à deux vitesses »**

Une interrogation qui n'a pas empêché sur ce dossier l'union sacrée des élus municipaux. Dès les premières menaces, M. Millet a reçu le soutien de son opposant historique, l'ancien maire communiste Francis Lahaut qui s'était battu en 1995 pour le maintien des urgences. « *Sur cette terre de résistance, il y a une unité absolue autour de la maternité* », assure l'hôtelier André Jannet, le président du comité de défense de l'hôpital.

En lieu et place du grand débat, le comité a organisé, les 26 et 27 janvier, un « référendum d'initiative populaire » dans trente et une communes du Haut-Jura. Plus de 6 000 personnes se sont déplacées pour dire leur attachement à leur hôpital, soit davantage encore que les 5 000 qui avaient manifesté

dans les rues de Saint-Claude en mai 2017 à l'appel du comité. « *On craignait qu'il y ait une usure mais le soutien de la population ne se dément pas* », se félicite M. Millet.

Dans des « cahiers de doléances et de propositions citoyennes » installés à côté des urnes, des dizaines d'habitants ont couché leur inquiétude et leur colère sur les inégalités d'accès aux soins. « *Est-ce que notre santé vaut moins que celle des citadins ?* », interroge une femme. « *Ras-le-bol de cette médecine à deux vitesses, nous voulons pouvoir bénéficier de soins sans nous poser la question de savoir comment nous rendre dans un hôpital* », écrit une autre.

A Saint-Claude, on sait qu'à travers l'hôpital, c'est une part de l'attractivité de la sous-préfecture du Jura qui se joue. En 2017, les quarante principaux employeurs industriels du bassin, représentant 2 800 emplois, avaient tous signé un texte pour dire leur « *inquiétude* » et s'opposer aux fermetures.

### **« On joue notre survie économique »**

« *Quelle absurdité de dégrader ce qui existe* », se désole Olivier Jeantet depuis les locaux de son usine de pièces de caoutchouc installée dans le centre-ville depuis plus d'un siècle. « *On joue notre survie économique en permanence, on se bat pour ne pas délocaliser nos productions et pendant ce temps, l'Etat détricote les services publics. Si on veut sinistrer la région, continuons comme ça* », lance-t-il.

A en croire le maire, après avoir subi de plein fouet la crise de 2008, l'industrie locale (fonderie, plasturgie) tournerait aujourd'hui à plein régime. « *Les carnets de commandes sont pleins et les entreprises ont de gros soucis de recrutement, assure M. Millet. Cet été, certaines ont dû refuser des commandes parce qu'elles n'avaient pas suffisamment de main-d'œuvre.* » Sous couvert d'anonymat, un responsable d'usine estime pour sa part qu'« *il y a plein de choses qui font que les gens ne veulent pas venir à Saint-Claude : le centre-ville pas animé, la difficulté pour trouver un logement... Alors l'hôpital qui ferme, ça en rajoute une couche...* »

A la direction de l'hôpital, un vaste bâtiment posé en fond de vallée de cette ville construite sur plusieurs étages, on rappelle les raisons qui ont poussé à la fermeture. En octobre 2017, l'ARS Bourgogne-Franche-Comté soulignait une « *perte de confiance* » de la population dans cet établissement et d'« *importants taux de fuite* » vers d'autres sites, plus de 40 % des jeunes mères du bassin de vie couvert par le centre hospitalier ayant choisi, en 2016, d'accoucher ailleurs. « *Comme il y avait un fort turnover de remplaçants, les femmes se sont lassées de ne pas avoir d'interlocuteur fixe, et la rumeur de la fermeture a fait fuir beaucoup de monde* », décrypte un ancien salarié de l'hôpital.

C'est donc pour des raisons de sécurité liée à la démographie médicale que la maternité s'est vue retirer son autorisation. « *Nous avons un problème sanitaire, nous n'avons plus les praticiens nécessaires*, explique Guillaume Ducolomb qui dirige les hôpitaux de Saint-Claude et de Lons-le-Saunier depuis mai 2018. *On a fonctionné avec un gynécologue à temps plein alors qu'il en fallait six, idem pour les anesthésistes. A la fin, on tournait à 100 % avec des intérimaires. Comment fait-on pour recruter des médecins ? Nous n'avons aucun moyen de contraintes. Quand vous n'avez pas de candidat, vous n'avez pas de candidat.* »

Le centre hospitalier Louis Jallon de Saint-Claude (Jura), dont la maternité s'est vue retirer son autorisation, le 30 janvier. RAPHAEL HELLE / SIGNATURES POUR "LE MONDE"

### **« On est dans la phase d'après »**

Aujourd'hui, M. Ducolomb assure avoir « *tourné la page* » de la maternité. « *On est dans la phase d'après* », dit-il, alors qu'une IRM devrait être installée d'ici à quelques mois à l'hôpital et qu'un projet de traitements de pathologies cancéreuses par chimiothérapie est en discussion pour la fin 2019-2020. « *Je ne suis pas là pour fermer l'hôpital mais pour le faire évoluer* », assure-t-il.

Dans la région, tout le monde scrute avec attention comment se passe ce premier hiver sans maternité. Deux accouchements ont eu lieu en catastrophe ces derniers mois, l'un aux urgences, l'autre dans le véhicule du SAMU, sur le bord de la route, le 24 septembre. « *Il y a des accouchements inopinés au cœur de Paris* », fait remarquer M. Ducolomb, qui vient d'installer une chambre à la maternité de Lons-le-Saunier pour garder les parturientes dont le travail a commencé.

Céline Champagne, 41 ans, une ex-sage-femme de la maternité de Saint-Claude, installée depuis novembre 2016 en libérale sur le plateau entre Septmoncel et Lamoura, était à la manœuvre le 24 septembre. Elle-même pompier volontaire, elle a formé depuis un an les pompiers « *d'une bonne dizaine de casernes* » aux accouchements inopinés. « *Il faut arrêter d'entretenir cette phobie autour de la fermeture des petites structures* », juge-t-elle, appelant à « *une réorganisation complète de la répartition des médecins en milieu rural* ».

A la mairie, M. Millet ne désespère pas d'un revirement de l'ARS ou d'une décision favorable du tribunal administratif. Prudemment, il a tout de même mis un « *deuxième fer au feu* ». Après avoir démarché plusieurs cliniques privées, il espère que l'une d'elles fasse des propositions concrètes sur la chirurgie et l'obstétrique à l'ARS d'ici à la fin du mois.

---

## **Quand l'Etat s'en va : reportages dans la France qui perd ses services publics**

1. A Châlons-en-Champagne, après le départ de l'armée et le redécoupage régional, tout un avenir à réécrire

2. A Saint-Claude, dans le Jura, un premier hiver sans la maternité

---

**François Béguin**